**Dossier d’information sur le commerce des animaux, des plantes et du bois**

1. **LA CREATION DE LA CELLULE INSPECTION ESPECES**

En 2017, avec l’engagement de 7 nouveaux inspecteurs, une cellule dédiée à la surveillance du commerce des espèces animales et végétales a été créée au sein du service Inspection de la DG Environnement du SPF Santé publique.

La cellule contrôle la mise en application en Belgique des dispositions liées :

* à la Convention CITES (espèces menacées),
* au règlement UE sur les espèces envahissantes exotiques et à sa liste d’espèces extrêmement préoccupantes
* au règlement EUTR qui interdit le commerce du bois abattu illégalement dans l’UE et avec le reste du monde

Cette cellule surveille le marché des animaux et des végétaux protégés par la Convention CITES : animaux vivants, plantes, produits fabriqués à partir d’espèces comme par exemple l’ivoire ou les animaux empaillés.

Depuis octobre 2017, la cellule est opérationnelle. Ces derniers mois, de nombreux contrôles ont été réalisés.

**Résultats des contrôles sur les espèces animales d’octobre 2017 à mai 2018**

* 160 dossiers ont été traités dont 138 sont clôturés (les autres dossiers concernent des régularisations documentaires en cours ou ont été portés en justice)
* 57 PV pour infractions ont été dressés (un dossier sur 3 a donné lieu à un PV)

Une grande partie de ces PV ont concerné des buses variables mais aussi du corail, des bénitiers, de l’ivoire.

- 1 saisie de 10 perroquets a été réalisée chez un éleveur en 2017 ; au total 121r spécimens ont été saisis.

- 13 spécimens ont été cédés volontairement par leurs propriétaires suite à la constatation d’infractions. Parmi ces spécimens, figurent une buse variable, un perroquet gris du Gabon, des bénitiers, du corail et de l’ivoire.

1. **LA REGLEMENTATION CONCERNANT LE COMMERCE DU BOIS**

**La lutte contre les abattages illégaux est essentielle pour protéger les forêts. Récemment, la Belgique a intensifié les contrôles sur les importations de bois, conformément aux réglementations européennes, ainsi que sur les espèces de bois menacées.**

**Contrôles sur les importations de bois dans l’Union**

Depuis l’entrée en vigueur du r**èglement européen sur le bois** (***European Timber Regulation* – EUTR**) en 2013, les entreprises qui souhaitent commercialiser du bois (ou des produits à base de bois) sur le marché européen doivent démontrer qu'elles ont pris les mesures nécessaires pour s'assurer que leur bois est d'origine légale. C’est ce que les experts appellent la « diligence raisonnée » . Le SPF Santé publique et les douanes collaborent étroitement pour contrôler le respect de ce règlement.

Près de 30% du bois et des produits à base de bois importés en Belgique dans le cadre du règlement EUTR sont originaires de pays hors Union européenne. En 2016, les importations de pays hors UE étaient de 3.271.322 tonnes, pour une valeur de près de 2 milliards d'euros. La Belgique importe également beaucoup de bois (et produits réalisés à base de bois) d’autres Etats membres de l’Union. Notre pays est le 6eme plus grand importateur de bois en Europe et le 5eme pour le secteur des meubles.

*Pour en savoir plus sur le règlement bois de l’Union européenne (règlement EUTR), voir* [*www.environnement.belgique.be*](http://www.environnement.belgique.be)*, Mise sur le marché des produits/ Bois et produits du bois.*

**Contrôles sur le commerce des espèces de bois menacées**

L'importation dans l'Union européenne de bois tropicaux protégés par la convention CITES est soumise à un double contrôle. Le pays d'importation et le pays d’exportation délivrent un permis CITES, qui garantit que le commerce n’a pas de conséquences néfastes pour la préservation de l’espèce et le maintien des superficies boisées dans le pays d’origine.

Parmi les espèces de bois reprises à l’Annexe II de la CITES (espèces menacées d'extinction (ou qui pourraient le devenir) et dont le commerce est strictement réglementé), on compte notamment l'Afrormosia, dont la Belgique est un grand importateur. Ce bois, utilisé en menuiserie, est exporté du Cameroun, de République Démocratique du Congo et du Congo-Brazzaville. **Dernièrement, de nouvelles espèces de bois ont été rajoutées dans l’Annexe II.** Il s’agit notamment de nombreuses espèces de bois de rose et palissandre, de trois espèces de bois commercialisé sous l’appellation de « Bubinga » d’Afrique centrale et de l’Ouest et de près de 100 espèces de bois d'ébène provenant de Madagascar.

*Pour en savoir plus sur la mise en œuvre de la Convention CITES, voir* [*www.citesenbelgique.be*](http://www.citesenbelgique.be)*.*

**Les accords de partenariat volontaires conclus entre l’UE et les pays exportateurs**

Des **Accords de Partenariat Volontaires (APV)**  peuvent être conclus entre l'Union européenne et les pays exportateurs de bois dans le cadre du règlement  **FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade). Celui-ci** est basé sur la responsabilisation des pays exportateurs. En pratique, le bois coupé, transporté, transformé, acheté ou vendu par des pays qui ont réalisé un **APV avec l’Union** est accompagné d’une **licence FLEGT**, signée par les autorités du pays d’exportation. Cette licence signifie que le bois a été exploité légalement.

Depuis le 15 novembre 2016, l’Indonésie est le premier pays à délivrer des licences FLEGT. Pour l'instant, 9 autres pays exportateurs sont en phase de négociation et 5 pays mettent en place les dispositions prévues dans les accords (Ghana, Cameroun, Congo-Brazzaville, Liberia et République Centre Afrique ).

La licence FLEGT de chaque lot de bois (ou de produits à base de bois) est vérifiée au moment de l'importation en Belgique et, si nécessaire, le bois lui-même peut également être contrôlé. **En Belgique, le SPF Santé Publique et l’administration des douanes contrôlent les importations de bois venant de pays qui ont conclu des APV.** Nos inspecteurs vérifient la validité de la licence FLEGT et autorisent l’entrée du bois dans le territoire européen.

En 2017, 2584 autorisations FLEGT ont été introduites pour 46783 tonnes de produits à base de bois originaires d’ Indonésie (planches, meubles, parquet, …).

*Pour en savoir plus sur le système de licence FLEGT voir* [*www.environnement.belgique.be*](http://www.environnement.belgique.be)*, Mise sur le marché des produits/ Bois et produits du bois/ le règlement Flegt.*

|  |
| --- |
| **En bref**   * **Pour le bois importé de pays qui n’ont pas encore conclu d’Accords de Partenariat Volontaires, l’importateur doit démontrer la légalité du bois (règlement EUTR).** * **Le système d’autorisation FLEGT ne concerne pas les bois protégés par la Convention CITES. Pour ceux-ci, un permis CITES doit être délivré par le pays d’importation et par le pays d’exportation.** |

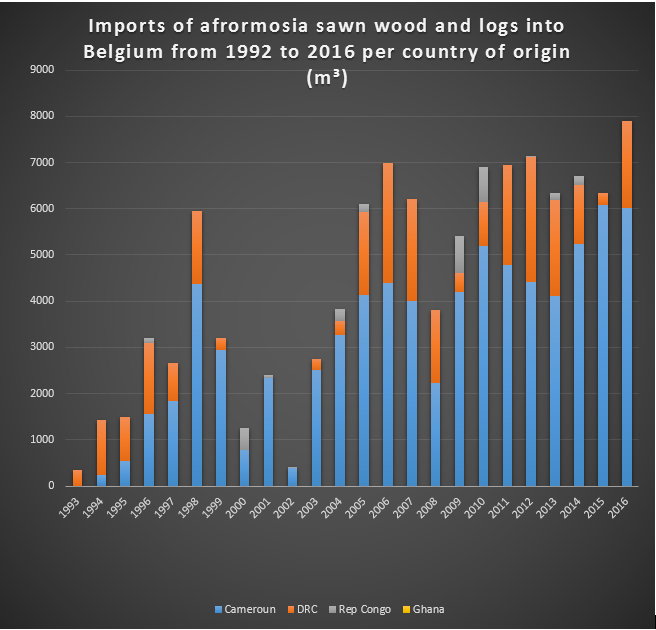
**Les Importations de bois CITES en 2017**

**Nouvelles espèces protégées**

* Des milliers d’instruments de musique avec des parties en palissandre indien ont été importés en Belgique au cours de l’année 2017. Ces instruments provenaient de Chine mais le palissandre indien utilisé dans leur fabrication (pour un montant total de 9 m³) avait été, dans la plupart des cas, prélevé dans la nature en Indonésie.
* Quelques dizaines de boitiers de montres de luxe en Bubinga ont été importés de Suisse en 2017. Le bois avait été prélevé dans la nature au Gabon.

**Afrormosia**

Plus de 6000 m³ de sciage importés du Cameroun et quelques 2000 m³ de sciages et grumes importés de la RDC en 2017. L’afrormosia est prélevé essentiellement dans la nature.



**Le bois durable sur le marché belge**

Depuis 2011, les négociants belges en bois ainsi que tous les autres acteurs du secteur se sont engagés, dans le cadre d’un accord sectoriel, à augmenter leur offre de bois (ou de produits à base de bois) issu(s) de forêts gérées dans une optique durable.

Les personnes à la recherche de mobilier de jardin, de parquet ou de papier à base de bois issu de forêts gérées dans une optique durable reconnaissent ces produits grâce au **label FSC ou PEFC**.

Les premiers résultats d’une étude sur le marché du bois durable en Belgique, commandée par le SPF en avril 2018, indiquent que :

* La part des produits en bois classés en tant que bois primaire (issus de la 1ere transformation) commercialisés sur le marché belge s’élevait à 59,5 % en 2016 avec 49,1 % de certifications FSC et 50,9% de PEFC.
* La part du bois certifié sur le marché belge pour les produits classés en tant que produits issus du bois représente 71,6% pour le bois de conifères, 25,8% pour les bois tropicaux durs, 7,8% pour les bois durs issu de régions au climat tempéré et 53,8% pour les planches. En 2012, la part du bois certifié sur le marché belge atteignait 40,5%. ll y a donc une forte augmentation, depuis 2012, pour tous les produits du bois, à l’exception des bois durs dits “tempérés”.
* La part du papier et du carton certifiés sur le marché belge représente 78,9%.

**L’importance des forêts en quelques chiffres**

* Les forêts tropicales humides produisent à elles seules plus de **40% de l'oxygène mondial**.
* **Les forêts assurent la subsistance de plus d'1,6 milliard de personnes** en leur fournissant de la nourriture, un abri, du combustible et/ou des médications.
* Les forêts et les produits qu'elles fournissent rendent des **services d'une valeur inestimable** pour la société et l'économie (la formation des pluies, l'épuration des eaux, la protection des sols,…).
* Chaque année, une superficie boisée équivalente à 3.700 terrains de football disparait.

**3. LE COMMERCE DES ESPECES MENACEES et les contrôles en 2014, 2015, 2016 et 2017**

|  |
| --- |
| **Statistiques CITES en 2014 :**   * **2427 permis (commerce international) et 4043 certificats (commerce intra-communautaire).** * **Espèces phares importées : bois africains, coraux et articles de maroquinerie en cuir de reptile (ex : crocodiles, pythons etc.)** * **Certificats délivrés pour de l’ivoire datant d’avant la Convention CITES (avant 1984) :**   **100 défenses et 3 dents (ivoire brut) et 94 pièces d’ivoire travaillé.** |

Les importations en Belgique ont été dominées par le bois dur d'Afrique, les coraux vivants et les articles de maroquinerie en cuir de reptile. Les exportations concernaient essentiellement les oiseaux vivants (perroquets élevés dans l'UE), le caviar et à nouveau les articles de maroquinerie. Les chouettes effraies vivantes (effet Harry Potter) et les tortues terrestres sont les espèces animales les plus élevées et les plus commercialisées en Belgique et dans l'UE. En ce qui concerne les produits, l'ivoire reste le produit rare qui fait l’objet du plus grand nombre de demandes de certificats (pour le commerce intra-communautaire et pour les réexportations hors UE). Cela se vérifie tant en Belgique que dans les autres pays de l'UE. En effet, les anciens coloniaux qui avaient ramené de l’ivoire souhaitent désormais s’en débarrasser et le mettre en vente.

|  |
| --- |
| **Statistiques CITES en 2015 :**   * **2994 permis internationaux et 3983 certificats européens** * **Espèces phares importées : les bois durs africains, les coraux vivants et les articles de maroquinerie** **en cuir de reptile.** * **237 contrôles dont 1 sur 2 a donné lieu à un PV.** * **Saisies de tortues terrestres, de perroquets et de chaussures en cuir de reptile** * **Certificats délivrés pour de l’ivoire datant d’avant la Convention CITES :**   **118 défenses (ivoire brut) et 24 pièces d’ivoire travaillé** |

La plupart des contrôles ont concerné les animaux vivants : reptiles, perroquets, rapaces mais aussi l’ivoire. En Belgique, les importations ont surtout porté sur les bois durs africains, les coraux vivants et les articles de maroquinerie en cuir de reptile alors que les exportations ont porté surtout sur des oiseaux vivants (notamment les perroquets d’élevage) et le caviar. Parmi les animaux vivants, les rapaces et les tortues terrestres sont les espèces les plus fréquemment élevées et commercialisées en Belgique et en Europe.

|  |
| --- |
| **Statistiques CITES en 2016 :**   * **3278 permis internationaux et 4132 certificats européens** * **Saisie spectaculaire d’un ensemble de 334 tortues mauresques capturées au Maroc** * **Espèces phares importées en 2016 :**   **7920 m³ d’afrormosia d’Afrique centrale (principalement du Cameroun)**  **175 tonnes de viande de crocodile du Nil congelée (principalement du Zimbabwe)**  **8510 coraux vivants (principalement issus de la mariculture en Indonésie)**   * **Certificats délivrés pour de l’ivoire datant d’avant la Convention CITES :**   **99 défenses (ivoire brut) et 139 pièces d’ivoire travaillé** |

Les principales exportations d’animaux vivants ont concerné des oiseaux d’espèces CITES élevés en captivité en Belgique et dans d’autres Etats membres de l’UE vers des pays tiers (en dehors de l’Union européenne) : 16.865 spécimens (principalement des perroquets) à destination d’Israël (21%) et du Japon (19%).

La majorité (près de 90%) des certificats de réexportation sont délivrés pour des articles de maroquinerie en cuir de reptiles protégés par la CITES (crocodile surtout, varan et python). Le reste des réexportations concernent le caviar et l’ivoire (brut ou travaillé). Le commerce intra-communautaire (certificats européens) a porté principalement sur les tortues d’Hermann (tortues terrestres) et sur les chouettes effraie.

|  |
| --- |
| **Statistiques CITES en 2017 :**   * **Permis internationaux : 2871** * **Certificats européens : 7189** * **Certificats délivrés pour de l’ivoire datant d’avant la Convention CITES :**   **117 défenses (ivoire brut) et 148 pièces d’ivoire travaillé** |

**De nouvelles espèces ont été rajoutées dans l’annexe I de la Convention CITES en 2017** dont le pangolin, le perroquet gris du Gabon, le singe magot et le gecko nain bleu qui tous bénéficient du plus haut niveau de protection garanti par l’annexe A (interdiction totale de commerce). Il a aussi été décidé de réglementer le commerce de plusieurs espèces d’arbres dont le palissandre et le bois de rose.

Le commerce intra-communautaire (certificats européens) a porté principalement sur les perroquets gris du Gabon et les tortues d’Hermann. En 2017, les chiffres ont explosé pour le commerce intra-communautaire des perroquets gris du Gabon qui sont passés à l’annexe I de la Convention CITES. Cela explique l’importante demande de documents par les personnes qui détiennent, élèvent et commercialisent ce perroquet afin de se mettre en ordre avec la législation.

**Les chiffres concernant le commerce des animaux vivants en Belgique en 2016 et 2017**

**Certificats européens couvrant le marché intra-communautaire (importations et exportations dans l’UE)**

2016                       2017

**Nombre de certificats           3306                       7189**

Gris du Gabon          /                             3091

Tortue d’Hermann            1002                       1128

Chouette effraie                           341                         363

**A partir du 1er juillet, la réexportation d’ivoire brut a été interdite à partir du territoire de l’Union européenne**. Seules les défenses marquées et couvertes par un certificat valable peuvent encore être commercialisées mais uniquement dans l'Union européenne (UE).

|  |
| --- |
| **Les décisions de justice intervenues en 2017**   * **16/10/2017: 1 ressortissant Belge a été condamné à 9 mois d’emprisonnement et à 600 euros d’amende pour la capture de 334 tortues au Maroc.** * **16/11/2017: 1 ressortissant Belge condamné à une amende de 900 euros pour possession et vente de tortues terrestres (Hermann) sans aucun document CITES.** |

**4. LE COMMERCE DE L’IVOIRE**

Le commerce de l’ivoire récent (datant d’après 1984, c’est-à-dire après la ratification de la convention CITES par la Belgique) est interdit. En effet, l’éléphant (d’Afrique et d’Asie) est inscrit à l’Annexe I, qui interdit le commerce des espèces . Seuls les éléphants de l’Afrique du Sud, du Botswana, de la Namibie et du Zimbabwe sont repris en annexe II. Certaines transactions extrêmement limitées peuvent être réalisées avec ces 4 pays de l’Afrique Australe, elles ne concernent pas le commerce de l’ivoire.

L’ivoire importé avant 1984 peut encore être commercialisé en Europe à la condition d’être accompagné des certificats CITES. Jusqu’il y a peu, cet ivoire provenant essentiellement d’Europe alimentait la demande asiatique. Le 1er juillet 2017, l’Union européenne a décidé d’interdire toute réexportation d’ivoire brut à partir de son territoire. Depuis cette date, seul le commerce intra-communautaire des défenses est encore autorisé.

L’ivoire travaillé datant d’avant 1984 peut être commercialisé dans et en dehors de l’UE.

|  |
| --- |
| ***Ce qu’il faut savoir sur le commerce de l’ivoire***  **Dans l’Union, le commerce international de l’ivoire récent (datant d’après 1984) est interdit** tant pour les défenses que pour les objets travaillés.  Des conditions strictes encadrent le commerce de l’ivoire ancien (datant d’avant 1984) :   * seuls les objets travaillés en ivoire accompagnés d’un certificat CITES qui atteste qu’ils datent d’avant 1984, peuvent être commercialisés dans l’Union européenne. * Seules les défenses brutes marquées et accompagnées d’un certificat CITES peuvent encore être achetées et vendues dans l’Union européenne. * Seules les pièces travaillées en ivoire et accompagnées d’un certificat de réexportation CITES peuvent encore être exportées hors de l’Union européenne. **Depuis le 1er juillet 2017, il est strictement interdit d’exporter des défenses brutes à partir de l’UE**. |

**Les chiffres sur le commerce de l’ivoire en Belgique**

* **Certificats pour le commerce intra-communautaire de l’ivoire**
* 2014 : 135 certificats pour 85 objets et 99 défenses
* 2015 : 138 certificats pour 24 objets et 118 défenses
* 2016 : 165 certificats pour 139 objets et 99 défenses
* 2017 : 166 certificats pour 142 objets et 117 défenses

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Certificats UE (CIC) | **2015** | **2016** | **2017** |
| Nombre de CIC pour défenses brutes en ivoire | 116 | 99 | 114 |
| Nombre de défenses brutes en ivoire | 118 | 99 | 117 |
| Nombre de CIC pour pièces en ivoire travaillé | 22 | 66 | 59 |
| Nombre de pièces en ivoire travaillé | 24 | 139 | 148 |
| Nombre total de certificats ivoire éléphant | 138 | 165 | 173 |

* **Réexportations des objets en ivoire à partir de la Belgique (en nombre de pièces)**
* 2014 : 39 pièces dont 12 vers la Corée du Sud
* 2015 : 270 dont 124 pièces pour Hong-Kong et 76 pour le Qatar
* 2016 : 49 pièces principalement vers Hong Kong
* 2017 : 1 pièce vers les USA
* **Réexportations de l’ivoire à partir de la Belgique (en nombre de défenses). Il s’agit d’ivoire pré-convention.**
* 2015 : 242 défenses dont 57 morceaux de défenses vers Hong Kong
* 2016 : 202 défenses dont 64 pour des défenses vers Hong Kong
* 2017 : 96 défenses vers Hong Kong (de janvier à juin 2017)

L’Union européenne a décidé une interdiction totale de la réexportation de l’ivoire brut (défenses et morceaux de défense) vers les pays tiers. Cette interdiction totale est entrée en vigueur en Belgique comme dans le reste de l’Union au 1er juillet 2017. Ceci explique la réduction des réexportations d’ivoire brut à partir de la Belgique en 2017.

* **Importations d’ivoire pré-Convention (à des fins non-commerciales)**
* 2014 : 3 objets sculptés venant des USA
* 2015 : 47 objets travaillés et 5 défenses provenant de trophées de chasse (Zimbabwe)
* 2016 : 11 objets travaillés dont 12 défenses (Zimbabwe, Afrique du Sud et Namibie)
* 2017 : 3 objets travaillés et 5 défenses provenant de trophées de chasse.

Depuis plusieurs années, la Belgique soutient financièrement l’African Elephant Fund. Cette année, comme l’année précédente, 50.000 euros seront versés à cette organisation qui vise à développer des plans nationaux de protection des éléphants en Afrique. La Belgique fait partie depuis peu du comité financier de l’organisation, ce qui lui permet de mieux suivre ses travaux. Notre pays subsidie également le Parc du Virunga, dirigé par le Belge Emmanuel de Mérode qui lutte sur le terrain contre le braconnage des éléphants.

**5. LA LEGISLATION CITES**

La législation CITES concerne le commerce durable des animaux, des plantes et des produits dérivés (œufs, plumes, ivoire, instruments de musique, …).

Au niveau mondial, les espèce figurent dans 3 annexes. Les espèces les plus menacées figurent à **l’Annexe I** (ex : les grands singes, le tigre, l’ara macao, le faucon pèlerin, les tortues marines, etc). La législation européenne, en vigueur en Belgique, est encore plus stricte. Elle compte 4 annexes (A, B, C, D). L’annexe A assure une protection maximale.

**Réaliser des activités commerciales avec des spécimens CITES**

**Les plantes et les animaux capturés en milieu sauvage et repris à l’Annexe A ne peuvent pas être commercialisés (sauf conditions extrêmement limitées, par ex. à des fins scientifiques).**

Pour les espèces pouvant être commercialisées, différentes procédures doivent être suivies en fonction :  
- des annexes dans lesquelles ces animaux et végétaux sont classés  
- du lieu des échanges (au sein de l’Union européenne ou [avec le reste du monde](https://www.health.belgium.be/fr/acheter-vendre-et-pratiquer-une-activite-commerciale-avec-des-especes-menacees-vers-et-hors-de)).

**Les éleveurs de spécimens CITES** (perroquets, rapaces, reptiles…)

Les éleveurs, amateurs ou professionnels, doivent suivre une procédure stricte. Ils doivent posséder un certificat CITES pour chaque jeune d’une espèce de l’Annexe A et avoir une attestation d’élevage pour chaque nid. Lorsque leur couple parental a des jeunes pour la première fois, il doit être enregistré en tant que couple reproducteur.

Pour tout élevage avec des espèces des Annexes A et B, un registre des entrées (naissances - achats) et sorties (décès - ventes) doit être tenu.

**Les citoyens et la CITES**

Les éleveurs ne sont pas les seuls à avoir des obligations légales en Belgique. Ces obligations concernent en réalité toute personne ayant des animaux, des plantes ou des parties de plantes protégés par la convention.

*Si un citoyen désire acheter un animal en Europe :*

S’il s’agit d’une annexe A, il doit veiller à ce que l’animal soit identifié (par une bague fermée s’il s’agit d’un oiseau, par une micro-puce électronique s’il s’agit d’un autre animal) et muni d’un certificat original valable.

S’il s’agit d’une annexe B, il doit demander une preuve d’achat au vendeur (exemple : ticket de caisse permettant de faire le lien avec le spécimen, facture etc.)., une déclaration de cession, ou tout autre document acceptable (certificat de garantie etc.).

***Si un citoyen désire importer des animaux, plantes et produits d’annexe A ou B :***

Il doit avoir un [permis d’exportation CITES](http://contrib.health.fgov.be/eportal/AnimalsandPlants/EndangeredSpecies/PurchasingAndSelling/ToAndFromTheEuropeanUnion/index.htm) du pays d’origine ainsi que le [permis d’importation belge](http://contrib.health.fgov.be/eportal/AnimalsandPlants/EndangeredSpecies/PurchasingAndSelling/ToAndFromTheEuropeanUnion/index.htm). En cas d’exportation hors UE, il doit demander un certificat de réexportation belge.

*Si un citoyen détient des parties ou des produits d’animaux ou de plantes CITES :*

Si un citoyen détient à titre privé des parties ou des produits d’animaux ou de plantes CITES (ex : défense éléphant acquise dans la famille au Congodans les années 60 ou un manteau en léopard reçu d’une grand-mère, etc.),**il n’a pas besoin de documents.** Mais si le citoyen décide de vendre ces parties ou produits, il doit alors effectuer des démarches légales et demander un certificat auprès de la CITES ([www.citesenbelgique.be](http://www.citesenbelgique.be/)).

Depuis le 1er juillet 2017, plus aucune défense ne peut être vendue en dehors de l’UE. Elles peuvent encore être vendues en Europe, à condition que l’ivoire date d’avant 1984 et qu’un certificat CITES soit délivré.

*En cas de voyage*

Des démarches administratives sont obligatoires pour toute personne voyageant avec un animal de compagnie protégé par la CITES.

*Attention aux souvenirs de vacances*

Certains objets réalisés à partir d’espèces sauvages sont vendus librement sur les marchés alors que c’est illégal ou soumis à des règles strictes (permis d’exportation et d’importation). Il est donc toujours préférable de s’informer au préalable pour éviter toute mauvaise surprise. En effet, le citoyen qui importe illégalement des produits issus d’espèces protégées peut se faire saisir ses biens par la douane et recevoir une amende.

**Les infractions**

En cas d’infraction, la loi belge prévoit des amendes dont le montant minimum est de 208 euros et peut s’élever jusqu’à 400.000 euros, voire des peines de prison de 6 mois à 5 ans.